



PRAG-PRCE (ESAS)

Encore et toujours, FO ESR vous défend !

FO ESR a choisi de ne pas siéger lors du CNESER du 9 juillet. En effet, les résultats des élections législatives ont totalement discrédité Emmanuel Macron, sa politique et les gouvernements chargés de la mettre en œuvre. Cependant le gouvernement Macron-Attal continue de vouloir avancer à marche forcée dans ses réformes. C'est un coup de force antidémocratique et FO ESR, comme de nombreux autres syndicats, a choisi de ne pas cautionner ce coup de force en siégeant dans des instances qui n'ont plus aucune légitimité.

Lors de ce CNESER a été présentée une motion demandant l'intégration des PRAG-PRCE ou ESAS dans le RIPEC des enseignants-chercheurs, lequel est un accompagnement de la LPR et a pour but d'instaurer une prime inégalitaire et à l'attribution clientéliste, dite « C3 » du RIPEC. En conséquence FO ESR s'est toujours prononcé contre le RIPEC.

FO ESR n'est pas « contre les primes », comme ceci a pu être écrit, il est contre les primes à la tête du client ! Raison pour laquelle il est opposé au RIPEC, qui est un recul. Peut-on demander à « bénéficier » d'un recul ? Pour FO ESR, qui syndique de nombreux PRAG-PRCE et qui ne cesse de rappeler leurs revendications, c'est non ! Voir ici une [récapitulation des interventions FO ESR en défense des PRAG-PRCE](#).

FO ESR réitère les revendications qu'il a toujours portées en défense de PRAG-PRCE, conformément à ce qui était défendu dans leurs mobilisations, en particulier le 11 septembre 2023, journée pour laquelle FO ESR avait déposé un préavis de grève spécifique :

- > réalignement de la prime de base des PRAG-PRCE (ESAS) sur la prime de base des enseignants-chercheurs
- > Paiement intégral de toutes les tâches accomplies au-delà du service statutaire, sous forme de PCA, de PRP ou de référentiel, à égalité avec les enseignants-chercheurs.

Et de plus FO ESR réitère les revendications d'abandon du RIPEC, d'abrogation de la LPR et, pour tous, d'augmentation immédiate du point d'indice de 10 %.

En ce 14 juillet, on ne peut que rappeler cette évidence : les Bastille sont à détruire, non à consolider !